



**NOTES POUR UNE ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE LA
SOCIÉTÉ DE L'ACADIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK**

M. KEVIN ARSENEAU

ASSOCIATION ACADIENNE DE LA CAPITALE NATIONALE (AARN)

**OTTAWA, le 2 mars 2017
(La version prononcée fait foi.)**

D'architectes à bâtisseuses : Pensons dès aujourd'hui l'Acadie de demain

Merci pour cette invitation à prendre la parole devant vous ce soir. Il est rassurant de constater que même si les aléas de la vie vous ont amené à vivre en dehors de l'Acadie, l'Acadie occupe toujours une place de choix en votre âme et votre cœur. J'espère que je saurai vous démontrer ce soir, qu'au-delà des difficultés circonstancielles qu'ont les organisations acadiennes comme la SANB ont de temps en temps à affronter, l'Acadie du Nouveau-Brunswick reste bel et bien vivante et confiante face à l'avenir. Et dans ce destin, sachez que la SANB reste toujours l'outil politique et de représentation par excellence de la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick pour y affronter ses problèmes et amener ses solutions.

Alors, vous qui suivez tous de près ou de loin la situation en Acadie du Nouveau-Brunswick, vous avez certainement pris connaissance des problèmes récents à la SANB, et de la crise qui a duré pendant des mois pour ne pas dire quelques années, surtout autour du sujet de la gouvernance. Sachez malheureusement que de tels problèmes se dessinent actuellement au sein de la Société nationale de l'Acadie, mais je ne me pencherai sur ces difficultés dans ma présentation de ce soir. Comme on dit souvent, l'Acadie en a vu d'autres et elle a su assez bien s'en tirer dans tous les cas.

Pour ce qui est de la SANB comme telle, au centre de tout ça, on avait évidemment un désaccord fondamental entre la présidence et le forum des organismes sur la question de la représentation et du rôle de porte-parole. Mais on a aussi constaté que la structure de la SANB vieillissait mal et qu'il était temps de faire un grand ménage là-dedans si on voulait que l'organisme garde sa pertinence à plus long terme. C'était devenu lourd au fil des années, à mesure qu'on y avait fait des ajouts, et il fallait que ça soit recentré sur l'efficacité, et sur les membres.

Un groupe d'étude indépendant sur la gouvernance de la SANB, présidé par Bernard Richard, a soumis à notre dernier AGA des recommandations pour alléger la structure et la rendre plus efficiente. Le but était de lui

permettre de répondre plus rapidement aux besoins exprimés par les membres. La plus importante de ces modifications-là a été d'abolir les sections locales, pour les remplacer par des commissions thématiques qui seront chargées d'enjeux, et appuyées dans leur travail par l'équipe de la SANB. C'est une manière de fonctionner qui laisse plus de place à la mobilisation citoyenne, et qui permet de mieux distribuer nos ressources et nos énergies pour faire face aux enjeux à mesure qu'ils se présentent et qu'ils évoluent.

Voyez-le un peu comme une approche par projets. Les membres constatent un besoin, qui peut être provincial ou régional dans certains cas, et se mobilisent pour former un groupe de travail dont le but devient d'atteindre un objectif avec l'appui de la SANB. Mais pas des comités, oh non, il y a un adage qui dit qu'un chameau, c'est un cheval développé par un comité, l'image du comité est peut-être révolue. Il faut plutôt adopter la formule du groupe action projet, aussi connu sous le nom d'un GAP. En d'autres mots, on identifie une problématique ou encore la communauté prend une initiative, et la SANB s'offre comme accompagnateur privilégié dans cette mouvance citoyenne afin d'aider la communauté à mener à terme leur dossier. Il se créera ainsi une plus grande symbiose et une plus grande collaboration entre la communauté et son organisme de représentation qu'est la SANB dans la défense de ses intérêts.

Cela étant dit, on a mis la SANB au régime. Notre conseil d'administration fonctionne maintenant avec une structure allégée, qui a remplacé les sections locales par six représentants régionaux, et deux représentants provinciaux.

Évidemment, ça ne règlera pas d'un coup tous les défis de la SANB, mais c'est un début. Il nous reste encore bien des problèmes structurels à regarder si on veut vraiment renouveler le lien entre la SANB et ses membres, entre l'Acadie et ses enjeux. La bonne nouvelle est qu'on a une équipe en place qui n'a pas peur de l'ouvrage et que la réponse des membres aux changements a été très positive. Le besoin de changement, en tout cas, ne faisait de doute pour personne.

En fin de compte, le travail à accomplir est énorme : il va falloir que l'on améliore l'image de la SANB, qui a été ternie par ses querelles internes. Évidemment, au niveau de la gouvernance tout n'est pas encore réglé non plus – on a bien une nouvelle structure en place, et on a bon espoir que ce sera une structure efficace vu le mandat qu'on se donne, mais il faut encore la faire fonctionner. Parlant du mandat, il va falloir que la SANB se rapproche des citoyens, de ses membres : veut, veut pas, ça fait des années qu'elle parle au nom de ce monde-là – et avec les meilleures intentions du monde, et comprenez-moi bien, ça je crois qu'on ne doit pas le mettre en doute –, mais sans avoir de moyens efficaces d'impliquer plus la population dans la résolution de ces dossiers. En fin de compte, ça débouche quand même sur des résultats, mais les membres étaient désengagés de la démarche et du processus. Il faut que ça change.

Il faut que ça change parce que si la SANB doit rester pertinente, ou en fait je dirais même, si elle doit rester vivante et vibrante, ça va passer par le recrutement de nouveaux membres. On a des gens, des dossiers, qui ont réalisé des choses extraordinaires avec des moyens extrêmement limités, et qui sont prêts à passer le flambeau; évidemment qu'ils ne veulent pas voir le fruit de leurs années de travail acharné être effacé, mais il va falloir que d'autres poursuivent le combat en s'ajoutant à eux.

C'est notre rôle à nous de faciliter cette transition-là et ça va forcément passer par un lien plus direct avec les membres, et aussi entre les membres et les enjeux, les revendications et les résultats. Et on voit aussi une nouvelle génération de leaders qui émerge et qu'il est important d'engager dans la cause acadienne : il faut que la SANB arrive à faire place aux aspirations de ce monde-là, à sa façon de se mobiliser, à sa façon d'aborder les enjeux, à sa façon de travailler en équipe et d'être toujours connectée au monde qui l'entoure. S'il y en a encore qui peuvent voir ça comme une faiblesse, moi je dis que c'est la force de notre jeune génération et qu'il reste à trouver des moyens concrets pour l'impliquer dans ces enjeux en tant qu'Acadiennes et Acadiens.

Questionner, revendiquer, refuser le statu quo, dans mon livre à moi, ça ne peut jamais être une faiblesse : mais tout mouvement a besoin de se donner une direction.

Il faut que ça fasse du sens pour eux autres; il faut que ça fasse du sens pour nous autres, vous comprenez?

Et puis évidemment, il y a toujours la question du financement qui demeure. Ça fait partie de la réalité et il faut qu'on reste conscients de ça : c'est toujours un défi de maintenir en vie nos organismes du secteur à but non lucratif. Notre travail sera aussi de maintenir et de renouveler les partenariats existants, et d'aller chercher plus de fonds pour appuyer les projets citoyens qui font partie de l'avenir de la SANB. Depuis 10 ans, le financement de base de la SANB est resté au même niveau. On a espoir que le nouveau gouvernement fédéral saura reconnaître cette incongruité, et du même souffle, faire des changements à la hausse dans le financement de la SANB, et de l'ensemble des organismes acadiens.

Et parlant des organismes, le changement structurel a permis de renouer des liens et d'assainir les relations avec eux : on ne croit pas que ce soit la place de la SANB de leur dire comment conduire leurs dossiers – écoutez, c'est clair qu'ils sont au plus près des enjeux au quotidien et que ce sont les mieux placés pour les faire avancer –, mais on croit que c'est primordial de maintenir un lien avec les organismes, et de leur offrir le soutien dont ils ont besoin quand ils le sollicitent. De ce côté-là, je ne suis pas inquiet, l'avenir est positif.

J'aimerais maintenant parler un peu de la manière dont je conçois le rôle de la SANB dans le développement actuel, et futur, de l'Acadie grâce à sa nouvelle structure. C'est certain que la défense des droits et la protection des acquis de la communauté acadienne du N-B, et je pense en particulier ici à toute la question des langues officielles, va continuer de faire partie de la mission de la SANB. C'est clair qu'on ne peut pas s'asseoir sur nos lauriers et se dire que ce combat-là est fini; il ne sera jamais fini, et je ne serais pas là où je me trouve tout de suite si je n'étais pas prêt à me retrousser les manches et à me battre pour les Acadiennes et les Acadiens.

Mais je pense aussi qu'il faut qu'on cesse en tant qu'organisme d'être réactif pour devenir plus proactif, plus revendicateur, pour aller en chercher plus pour nos membres. Sans rien enlever aux combats du passé, on a besoin de nouvelles causes et de nouveaux combats pour nous unir, pour renouveler notre mandat et sculpter la SANB à l'image de celles et de ceux qui la forment. Tout ça entre évidemment en ligne avec notre objectif de recrutement, avec la nécessité d'amener de nouveaux leaders, de nouveaux architectes et de nouveaux bâtisseurs à s'engager envers la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick.

Il faut défendre les droits et les acquis des francophones, oui, mais il faut aussi, et je dirais peut-être surtout, viser de nouveaux sommets qui vont redéfinir ce qu'est l'Acadie pour celles et ceux qui y vivent, qui y tiennent et qui sont préparés à y être des citoyens actifs et engagés. Pour moi, c'est ça la vision qui guide mon travail de président.

La SANB a toujours eu, et doit continuer d'avoir, un rôle politique. C'est son devoir d'être la voix de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, ça, c'est quelque chose qui ne doit pas changer. Mais ça fait longtemps qu'elle parle peut-être plus fort qu'elle n'écoute : elle a besoin d'ouvrir un peu plus ses oreilles si elle doit demeurer au diapason de ce qui se passe sur le terrain.

Je crois que la nouvelle structure et la nouvelle manière de fonctionner avec les commissions citoyennes sont un pas dans la bonne direction. Est-ce que ça va tout régler? Non, on ne va pas se conter de menteries; non, ça ne règlera pas tout. Évidemment, c'est une première étape. Je crois que ça va tout de même nous permettre d'être plus près des enjeux qui comptent vraiment pour nos membres, des défis qui sont les leurs au quotidien.

En revanche, on a besoin d'un organisme qui puisse porter ces enjeux-là auprès du gouvernement, d'un porte-parole, d'un représentant de la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick. Dans un premier temps, la SANB a le devoir de consulter ses membres, de prendre le temps de l'écouter et de comprendre les

enjeux qui la touchent – et ça peut la toucher à une échelle régionale autant que provinciale, ça il faut le rappeler – et de prendre position. De prendre position de manière claire et de porter ces enjeux-là auprès des médias, auprès des membres de la Législature, de représenter ses membres avec une voix forte, une voix ferme, une voix claire.

Une voix qui ne laisse pas de place au doute.

Le rôle de porte-parole implique évidemment la recherche d'un consensus, mais c'est évident que dans les faits c'est pratiquement impossible de parler pour tout le monde à la fois. Notre job à nous, mon job c'est de faire valoir des positions qui sont à l'avantage de tous nos membres, de tous les Acadiennes et Acadiens du Nouveau-Brunswick quel que soit leur emplacement. C'est certain qu'un enjeu donné aura une résonance différente tout en fonction de la région, mais il faut qu'on mette de l'avant des positions qui vont favoriser l'avancement social, politique et économique de nos membres.

Et ça, c'est seulement une partie du travail : il faut encore qu'on aille porter ces revendications-là auprès des personnes qui ont le pouvoir de faire une différence, auprès des députés et des ministres de la Législature provinciale à Fredericton.

Évidemment, comme vous l'avez peut-être entendu, j'ai été expulsé de la Législature en tant que membre de l'Union nationale des fermiers, mais on m'a quand même permis de me montrer la face de nouveau quand je suis devenu président de la SANB. Ça ne veut certainement pas dire que j'ai peur de faire un geste qui va attirer leur attention s'ils sont décidés de nous ignorer. Des fois, quand on essaie de vous réduire au silence à coups de règlement et de décorum, il faut oser brasser la cage. Je ne dis pas que c'est mon but dans la vie de me faire expulser de là à nouveau, mais ça ne me fait certainement pas peur. C'est la maison du peuple, la Législature, si ce n'est pas moi qui y va ce sera quelqu'un d'autre, pis quelqu'un d'autre pis quelqu'un d'autre jusqu'à temps que les oreilles leur débouchent!

Y'est certainement pas question de se taire.

Savez-vous pourquoi? C'est parce que c'est tout ce qu'ils espèrent, qu'on se taise.

On va jouer le jeu, bien sûr qu'on va jouer le jeu – il y a des limites à faire des gestes. Mais les règles du jeu sont faites pour deux joueurs et deux équipes, et on ne va certainement pas les laisser jouer tout seuls.

Ce n'est pas le moment d'être silencieux, cette époque-là est passée, pas quand on voit les gens des régions se battre pour la survie de leurs communautés, de leurs institutions, de leurs services et des jobs qui gardent le monde-là. Ça fait combien de plans pour le Nord qui sortent de Fredericton? On attend encore les résultats.

Il y a des écoles qui ferment, des bureaux de Service Nouveau-Brunswick qui se déplacent, des églises en ruines. On a beau ne pas être aussi religieux qu'on l'était, ça fait quand même mal de voir ces monuments communautaires, historiques, patrimoniaux, bâtis des mains et des sous des citoyens qui voulaient se donner un lieu de rassemblement, qui voulaient donner un cœur à leur communauté, laissés à leur sort. On voit des exemples, et je pense à Moncton ou à Bas-Caraquet, de communautés qui refusent de perdre ces symboles, et vous savez quoi? Ça me donne espoir en l'avenir, parce que ça nous montre qu'avec des actions concrètes ce que des citoyens engagés dans leur communauté sont capables d'accomplir. Je ne vois pas de limites à ce qu'on peut faire pour la cause acadienne si on réussit à appliquer cet esprit-là à une grande échelle.

Rappelons-nous la devise nationale, au besoin : l'Union fait la force.

Il ne manque certainement pas de causes à porter dans nos communautés acadiennes, sur le plan du développement économique, entre autres. Et surtout, disons-le- dans les régions rurales. On a une population acadienne qui a ses défis, au niveau de la littératie et au niveau du taux de chômage entre autres, où elle traîne encore derrière la population anglophone et derrière la moyenne canadienne. C'est pour ça que ça va

nous prendre des mesures pour appuyer les régions dans leur développement, pour favoriser la pleine municipalisation du territoire et l'uniformisation de la distribution égale des services, pour mettre en place les conditions nécessaires au développement des régions de la province. En créant un palier de gouvernement qui ait cette liberté d'être résolument acadien, au plus proche de la population et de ses enjeux dans un milieu partagé, on sera certainement mieux en mesure de toucher à la question des services. Oui c'est évident, mais il faut aussi ajouter au débat et aux préoccupations municipales la question de l'occupation du territoire, de son aménagement : c'est là que ce palier de gouvernement va prendre tout son sens à mon avis. Je parle de liberté d'être résolument acadien, évidemment, parce que les dernières années nous ont montré que même un gouvernement provincial à majorité francophone reste frileux à s'afficher en tant que tel et à s'occuper des enjeux liés à l'Acadie. On n'a qu'à regarder le discours mi-chaud mi-froid et rarement éclairé sur le bilinguisme officiel du gouvernement provincial actuel si on en cherche la preuve.

Ce développement peut difficilement se faire autrement qu'en passant par les petites et moyennes entreprises, par l'entrepreneuriat et la coopération qui forment de plus en plus la base de l'économie régionale. On parle de gens qui sont dans le milieu, qui constatent un besoin et qui le comblent tout en créant des emplois : on ne peut pas faire autrement que de leur donner un maximum d'appui dans leurs projets.

Le gouvernement doit mettre en place des mesures d'appui aux travailleurs autonomes, des mesures économiques, oui, mais aussi des mesures sociales, comme des garderies accessibles qui permettront aux jeunes entrepreneurs de bâtir leur entreprise tout en fondant leur famille. Ou encore, comme des mesures qui favorisent l'immigration francophone en milieu rural. Nos régions ne vont pas pouvoir se développer sans ça.

Les intentions sont là, mais il faut que les bottines suivent les babines. Nos régions acadiennes ne vont pas se développer à coup de beaux discours.

Et puis il ne faut pas uniquement penser le développement économique en termes de gros employeurs, ou de marchés traditionnels. // faut que l'Acadie, qui s'est bâtie sur l'entraide et la coopération, ait les moyens d'appuyer l'économie sociale et les initiatives solidaires. Trop de nos concitoyennes et concitoyens sont encore aujourd'hui confrontés à la pauvreté et la précarité économique. Leur situation peut devenir encore plus critique en région, sans réseau de transport en commun, avec un accès limité aux services. On voit des gens sur le terrain qui constatent ce problème-là et qui se mobilisent pour agir positivement, pour améliorer la souveraineté alimentaire par exemple. Il faut revenir à la coopération comme moyen de développement économique. Je rêve du jour où des travailleurs reprendront une usine qui ferme ou des gens qui s'organisent autour de l'autogestion pour se donner plus de possibilités. On a manqué une belle occasion dernièrement dans la Péninsule Acadienne, lorsque le gouvernement a préféré donner une grosse subvention et des terres à un Bragg de la Nova Scotia et à sa succursale d'Oxford Frozen Foods au lieu d'offrir cela à l'Association des producteurs de bleuets sauvages du nord-est. Un tel comportement de la part de notre gouvernement demeure un geste de colonisé dont le Nouveau-Brunswick a trop souvent la difficulté de se débarrasser.

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a le devoir moral de soutenir ces initiatives communautaires, de soutenir les gens qui prennent le relais quand le gouvernement a atteint ses limites. Ça va passer par une stratégie de l'économie sociale, par une politique qui soit ancrée dans un esprit de développement régional; c'est de ce genre de cadre dont l'Acadie a besoin pour trouver une solution pour s'aligner sur ses besoins sur les plans économique, démographique, social et environnemental, et c'est le travail de la SANB de pousser le gouvernement en ce sens-là.

Et ça ne se fera pas en dépouillant les régions, ça, c'est clair. Le développement régional peut difficilement être pensé uniquement en termes économiques, en piastres et en cennes.

Parce que le problème, à la base, c'est que les régions perdent leur population au profit des grands centres. Pas parce que ces personnes-là veulent forcément quitter les régions, mais parce que ces régions-là n'ont

plus rien à leur offrir. Pas nécessairement parce que c'est mieux, mais parce que c'est plus évident ailleurs. Et plus on en enlève aux régions, moins elles en auront à offrir : en clair, ce n'est certainement pas dans les coupures que le gouvernement trouvera une solution au développement régional. Il va falloir y investir, mais y investir intelligemment, pas juste pour gagner des élections.

Il faut envoyer un message positif aux communautés : quelque chose qui leur dit qu'on les soutient et qu'on reconnaît leur droit d'exister. Et pas seulement d'exister, ou de subsister, mais de se développer et de grandir. On veut voir des communautés acadiennes dynamiques et vibrantes. On a le monde et les idées pour y arriver, ça ne fait aucun doute, mais il va falloir du soutien de Fredericton pour réaliser nos ambitions.

Vous pourriez croire que je pense surtout à un soutien financier, mais ça ne se limite pas à ça. Un soutien plus efficace des droits de la minorité francophone, qui sont enchâssés dans la constitution canadienne et dans la *Loi sur les langues officielles*, serait déjà un bon début. Cesser de voir les obligations linguistiques de Fredericton comme un fardeau à porter et comme un désagrément à justifier serait un début. De nouvelles mesures dans le système d'éducation pour contrer la force de l'assimilation seraient un autre effort dans le bon sens. Parce qu'ici aussi, le besoin existe, de créer de nouveaux paliers de gouvernance – pour ne pas dire de gouvernement – au niveau local se fait sentir, pour porter le dossier de la dualité linguistique au quotidien, pour gérer cette dualité. À mon sens c'est possible pour nos institutions de se donner un mandat résolument acadien en éducation et en santé, où la dualité devra tenir la place d'honneur. Quand je pense au plan d'éducation de 10 ans, qui n'a pas accepté les recommandations d'un groupe d'experts pour la dualité linguistique dans le secteur de la petite enfance, je me dis qu'il faut qu'on se donne les moyens de porter ces dossiers-là où ça compte le plus, qu'on ait les coudées franches pour donner à notre population acadienne des services dans sa langue, comme la Loi l'exige. Si le gouvernement est trop frileux pour faire ça, il n'a qu'à nous passer le bâton, on n'a certainement pas peur de se retrousser les manches si on a le soutien nécessaire. Alors oui, il y a une composante économique à cela, mais à mon sens elle ne devrait pas suffire à justifier une décision qui aura un impact aussi important à long terme sur la minorité francophone du Nouveau-Brunswick.

On parle quand même d'une langue et d'une culture, et pas simplement d'une ligne budgétaire, qu'on se le tienne pour dit.

Et il y a d'autres défis que la SANB doit aborder. Pensons par exemple à la réalité démographique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, qui vieillit plus vite que la population anglophone et qui se renouvelle plus lentement. Pensons aussi à ce que ça signifie pour le poids politique de la minorité francophone si la proportion de citoyens francophone devait reculer encore plus. Et placez tout ça dans un contexte où une minorité anglophone très vocale crie son dédain pour le bilinguisme officiel et sa hargne pour les coûts de la dualité linguistique, pour un groupe qui considère les Acadiennes et les Acadiens non pas comme des concitoyens, non pas comme des humains, mais comme une facture, comme un poids à trainer. Et tout ça alors qu'on a un ancien membre du CoR, et un ancien ministre des finances, à la tête du parti progressiste-conservateur. Alors qu'on a quelqu'un qui est en position de devenir le prochain premier ministre du Nouveau-Brunswick et qui refuse de s'engager à ne pas ramener les autobus bilingues.

Je crois qu'il faut être lucides sur la question : le parti progressiste-conservateur du Nouveau-Brunswick a longtemps été plus proche des aspirations de la majorité anglophone que de celles de la minorité francophone, j'irais même jusqu'à dire que cela s'est fait aux dépens des aspirations de la minorité francophone. On peut difficilement ne pas s'inquiéter devant la perspective d'un nouveau gouvernement progressiste-conservateur au Nouveau-Brunswick sachant l'état d'esprit actuel chez certains membres dominants du parti. Les finances de la province vont mal, et le bilinguisme officiel est une cible facile, et bien des doigts pointent déjà dans ce sens-là, surtout sur le parterre de la Législature. Les points sont faciles à compter sur ce terrain-là; il va falloir rester extrêmement vigilants pour éviter des dérapages comme on en a vu y'a pas si longtemps encore. Quand est-ce que notre gouvernement comprendra qu'investir en éducation, en santé et en culture pour sa communauté acadienne est justement cela UN Investissement- et non pas strictement une dépense.

Les libéraux eux, c'est une autre paire de manches. On a connu de grands, et de moins grands. On dit souvent qu'un cochon peinturé rouge pourrait être élu dans une circonscription acadienne! Malheureusement, on voit trop souvent nos élus, une fois assermentés, devenir des francophones, des locuteurs de langue française, des parlants Français ou autre 'expressions à la mode', concoctés par un fonctionnaire certainement très bien intentionné. Comme Bernard Thériault, ancien et ministre libéral, avait déjà déclaré en 2004 : « comme acadien on rentre au Parti libéral avant tout comme acadien, mais on devient vite plus libéral qu'acadien ». Cette mentalité se perpétue chez nos élus acadiens, tant libéraux que conservateurs. On a trop peur à Fredericton de fâcher la majorité anglophone – et la majorité des votes, surtout – en s'affichant fièrement pour ce que l'on est. Je prends par exemple la création du ministère des Affaires celtiques : écoutez, même les anglophones en ont ri. C'est quoi ça? À ma connaissance la province a deux langues officielles : rien ne vous empêche de parler le gaélique, mais ce n'est pas une langue que le gouvernement a le devoir de mettre en valeur et de protéger.

Ça, il faut toujours se le rappeler, et le rappeler au gouvernement tristement : si ça fait de nous des fatigants, et bien je suis prêt à porter le chapeau. Et puis, soyons francs, croyez-vous sincèrement que la majorité anglophone se sente menacée dans son identité culturelle, vraiment? Soyons donc, qui nous sommes, pour l'amour.

Mais si on revient à l'opposition à la dualité linguistique et au bilinguisme, il faut prendre espoir dans le fait qu'il s'agit de l'avis d'une minorité de citoyens anglophones. Ça, il ne faut pas le perdre de vue : les sondages démontrent régulièrement que la majorité des anglophones, que la majorité des citoyens du Nouveau-Brunswick sont en faveur du bilinguisme.

Et à l'inverse, je crois aussi qu'on a une génération de jeunes francophones qui se sent beaucoup plus à l'aise face au fait anglais dans notre province, qui est capable de voir la langue anglaise autrement que comme une menace. Mais ça ne suffit pas : il faut que le discours du gouvernement fasse écho à la réalité provinciale,

plutôt que de chercher à ne pas offusquer une minorité qui oui, parle fort, mais qui parle seule en fin de compte.

Et ça, c'est le job de la SANB de voir à ce que les politiciens ne le perdent pas de vue, c'est mon job de le faire valoir publiquement, au jour le jour. Pas pour endormir l'Acadie face à une menace qui est bel et bien réelle, mais pour lui donner des alliés dans son combat contre l'assimilation et dans la préservation et la promotion de ses droits linguistiques.

Et côté enjeux, on n'a encore fait que gratter la surface : le combat est multiple, et le combat est constant. Sans mentionner que le temps qu'on ne passe pas à se défendre, j'ai bien l'intention de l'utiliser pour passer à l'attaque.

Permettez-moi d'entrer dans le concret. Qu'est-ce qui se mijote à la SANB depuis le 23 octobre, jour où j'ai été élu à la présidence ? Et bien, la semaine prochaine, nous annoncerons une nouvelle initiative qui s'appelle le « Parle ouère », un 5 à 7 citoyens qui aura lieu dans divers lieux de la province, lorsque le conseil d'administration est en réunion ou si la présidence est en déplacement. Ces rencontres populaires permettront à la SANB de se mettre à jour quant aux préoccupations citoyennes, et du même souffle, permettront aux citoyens de mieux réaliser en quoi la SANB peut leur être utile dans l'avancement de leurs dossiers et de leurs droits.

En immigration, on travaille sur un projet de « Banque de terre ». Comme vous le savez, je suis paysan, j'emporte mon vécu avec moi. On commence souvent là où on se sent le plus confortable. Mais je crois sincèrement que le développement de nos régions rurales passe en partie par le développement d'une paysannerie acadienne. Ce projet est le fruit d'une réflexion multidimensionnelle sur l'occupation du territoire tant sur les plans culturel, démographique, économique, en souveraineté alimentaire, en santé, etc. La prochaine fois que vous serez au Nouveau-Brunswick, au lieu de prendre l'autoroute, faites-vous plaisir et

prenez par les routes secondaires. Vous pourrez rapidement constater que les champs en jachères ou abandonnés sont plus nombreux que ceux en production.

D'autres projets sont en cours comme la mise en valeur du terroir Acadien, pan de notre culture que nous avons ignorée jusqu'à là; la création d'une ou des CDEC (Corporation de développement économique); et la mise en place d'une monnaie alternative acadienne, comme ça se fait dans plusieurs grandes villes et régions du monde. Il y a déjà une expérience de ce genre-là en cours au Nouveau-Brunswick dans la région du Haut-Madawaska.

Nous aurons bientôt un Groupe Action Projet composé de citoyens et d'experts qui se pencheront sur les composantes concrètes de la gouvernance, sa structure et son fonctionnement. L'objectif est d'en arriver avec une proposition innovante, qui sort des sentiers battus.

Un deuxième Groupe Action Projet se penchera sur le branding – sa marque de commerce- de la SANB, sur son image. D'abord pour mieux refléter son nouveau rôle, mais aussi afin de rendre la SANB plus attirante pour tout le monde. Cette initiative s'insère dans un projet plus grand de recrutement de nouveaux membres et une mise à jour de notre liste. Nous sommes en train de revoir ce que ça veut dire d'être membre. Parmi les idées qui circulent, on parle de formations pour les membres et de la création d'une base de données qui nous permettront de mieux cibler l'implication des membres en leur offrant des rôles plus près de leurs intérêts.

Ce n'est qu'un début et nous aurons besoin d'autres idées, des analyses, des critiques, des propositions et j'en passe

Et c'est là que j'ai besoin de votre aide.

Parce que j'ai beau me trouver ici devant vous à titre de président de la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, avec un mandat qui limite plus ou moins mes actions à ce qui va avoir une influence sur la francophonie de notre province; l'Acadie n'a pas de frontières. L'Acadie, dans le fond, vit à travers les Acadiens. Que ce soit une nation d'origine ou d'adoption, l'Acadie c'est d'abord et surtout les gens qui la font, qui la rendent réelle. Et je trouve qu'on serait mal avisés de ne pas vous compter parmi ces gens-là, parmi les personnes qui font et qui feront l'Acadie.

C'est un des bénéfices de faire partie d'une nation sans frontières. L'Acadie devient ce qu'on l'imagine, ce qu'on en rêve et ce qu'on travaille à atteindre en tant que collectivité, dans notre quête d'une identité partagée.

De façon plus concrète, c'est certain que la SANB a un rôle plus ancré dans la réalité physique et politique du Nouveau-Brunswick, dans le quotidien des Acadiennes et des Acadiens qui vivent dans la province. Mais quand il est question de rêver, de planifier, de construire l'Acadie de demain, et qui sait, un jour peut-être la vivre, les expatriés ont certainement leur place dans le débat.

Votre éloignement vous donne, qu'on le veuille ou non, une position privilégiée pour penser l'Acadie, pour repenser l'Acadie. Sans être affectés directement au quotidien par le combat qui se mène au Nouveau-Brunswick pour assurer la protection des droits de la minorité francophone, et l'amélioration de leur situation en général – et là, il faut quand même reconnaître que vous n'êtes pas sans vos propres combats dans la capitale nationale, mais on est un peuple de combattants ou on ne l'est pas, hein? Alors sans être confrontés à tout ça vous êtes, je crois, plus libres de vous attarder aux questions plus fondamentales, celles de l'identité et de ses mécanismes, celles des aspirations, celles des cibles à atteindre et des moyens possibles pour y parvenir

Parce que ceux de nous qui vivent au Nouveau-Brunswick, bien souvent, on est trop près des détails pour maintenir une vue d'ensemble. S'il y'a bien une explication possible au fait que l'Histoire semble constamment se répéter, et je ne parle pas uniquement de l'Acadie, mais en général ici, c'est que les gens qui la font, ceux qui la vivent, ne sont pas en position de prendre le recul nécessaire pour bien analyser ce qui est en train de se passer ou ce qui en sera les conséquences à long terme.

Mais écoutez, prenez ça pour ce que ça vaut : je ne suis pas un historien, ben j'ai une mineure en histoire, mais ça ne fait pas de moi un historien, je suis un géographe de formation. Ça, pis un paysan, un père, un conteur, un pédagogue, pis je fais un petit brin de politique dans mes temps libres. Faut ben qu'un gars s'occupe, hein?

Si on revient à nos moutons : c'est ici que j'ai besoin de votre aide. Que l'Acadie a besoin de votre aide à vous, les penseurs, les philosophes, les observateurs de l'Acadie et aussi, disons-le, constructeurs de l'Acadie en exil. Ça peut sonner contradictoire de parler d'exil quand on vient d'une nation sans frontières, mais bon, notre acadianité est aussi ancrée dans une réalité régionale et provinciale, dans une culture particulière, dans des traditions et un milieu qui nous sont familiers et qui nous servent d'ancrage. On est des Acadiens du Nouveau-Brunswick, des Acadiens de la Nouvelle-Écosse, des Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard. Y'en a de Terre-Neuve, y'en a du Québec, y'en a jusqu'au Maine et plus loin. On vient de Souris, d'Abram-Village, de la Baie, de Chéticamp, du Sud-Est, de la Péninsule, du Restigouche, de Port-au-Port, de la Gaspésie. Et j'en passe : plus que j'en nomme, en fait! L'Acadie n'existe pas en vase clos.

Le point que je veux faire, c'est qu'on a toutes, qu'on a tous ici aujourd'hui un lieu qui, pour nous, est associé à notre expérience acadienne, à notre identité acadienne, à qui nous sommes en tant qu'Acadienne et en tant qu'Acadien attachés. Et pour cette raison-là, je pense qu'on peut se dire en exil. Essentiellement, peu importe d'où on vient et quelle est notre réalité, nos aspirations se rejoignent : et la SANB a besoin de vous.

Et comment vous, nos Acadiens de la région de la capitale, pouvez prendre part à l'Acadie de demain? Je le dis et le répète: on se cherche des architectes, on se cherche des bâtisseurs, on se cherche des gens pour penser l'Acadie, pour la définir, la comprendre, l'expliquer, la redéfinir parce que c'est une réalité qui n'est pas fixe, qui est mouvante, qui est fluide et qui évolue constamment. Par exemple, je ne me serais pas imaginé conter à mon grand-père, cinquante ou soixante ans passés, qu'aujourd'hui on aurait au Nouveau-Brunswick des Acadiens d'origine marocaine ou congolaise. Il m'aurait probablement regardé comme si j'étais viré fou. Qu'aujourd'hui on a des gens qui choisissent de devenir acadiens. Et ça fait partie de notre avenir, ça va être notre réalité à long terme parce que si le fait francophone est pour demeurer vibrant, si la communauté francophone est pour assurer le maintien de sa vitalité au Nouveau-Brunswick, ça ne peut pas faire autrement que passer par l'immigration. Comme une africadienne disait en 2014 à la convention de Dieppe : « je suis noire, mais mes enfants seront des LeBlanc ».

C'est loin, le temps des familles de douze ou quatorze enfants. Écoutez, j'en ai juste un pis des fois je passe proche de me chavirer. J'ai ça de commun avec mes ancêtres que je travaille la terre en même temps, et ma conjointe aussi. Je n'imagine pas comment on faisait dans le temps. C'est hallucinant ce que nos ancêtres ont réussi à bâtir, sachant les circonstances dans lesquelles ça a dû se passer.

Et là, c'est à nous de bâtir là-dessus. C'est notre temps, c'est notre moment et il faut qu'on soit capables de le saisir pour construire quelque chose qui soit à notre image.

Parce que l'Acadie vue par les Acadiennes et les Acadiens d'aujourd'hui, c'est clairement autre chose que celle de nos parents, de nos grands-parents ou nos arrière-grands-parents. On a des choses en commun, évidemment; veut, veut pas, la réalité évolue, mais les combats, pas autant qu'on voudrait le croire. On reste des humains, on reste Acadiens, peu importe l'époque dans laquelle on se trouve : on veut survivre pour mieux vivre en français, on veut défendre nos acquis, et on en veut mieux pour la génération qui nous suivra que ce que nous avons eu.

Ça, pour moi, c'est clair : les bâtisseurs de l'Acadie qu'on connaît aujourd'hui savent ça aussi jusque dans le fond de leurs os. Ce n'est pas le passage du temps qui fait peur, ce n'est pas nécessairement de voir les institutions qu'ils nous ont données changer, disparaître dans certains cas, non ce n'est pas ça qui fait peur. Oui, ça fait mal, ça fait mal et on le comprend quand des gens ont travaillé toute leur vie pour les tenir debout et qu'elles s'effondrent. Mais peur? Je ne crois pas. La forme de l'Acadie peut changer, mais pas le besoin de la rendre concrète, de la garder vivante, de l'exprimer. Ce qui fait peur, c'est de chercher où est le désir de se retrousser les manches et de protéger ce qui compte, de le reconstruire plus solidement, ou de le remplacer par mieux s'il le faut.

L'esprit, la flamme reste toujours vivante, mais il faut continuer de l'alimenter si on ne veut pas qu'elle aille en s'éteignant. Et le bois qu'on va mettre sur ce feu-là, c'est les idées, les projets, les objectifs qu'on va se donner et qu'on va accomplir ensemble.

Ensemble, en tant qu'Acadiennes et en tant qu'Acadiens.

Y'est temps de mettre une autre bûche dans le poêle, comme on dit. Ça veut dire qu'il va falloir bûcher. Et ici devant moi, aujourd'hui, je vois une maudite belle gang de bûcherons.

Je vois des gens qui mènent des recherches sur l'Acadie, qui réfléchissent sur l'acadianité, et qui j'espère vont continuer de le faire. Parce qu'on a besoin de gens qui vont aller toujours plus loin, chercher toujours plus creux les causes et les motivations profondes qui animent l'Acadie. On veut comprendre ce que l'on est; il faut comprendre ce que l'on est, qui nous sommes pour évoluer en tant qu'individus et en tant que collectivité. Ça nous prend des recherches sur le lien au territoire, sur la réalité linguistique, sur les besoins de la minorité dans un milieu majoritaire anglophone. Sur les mécanismes de l'immigration francophone, mais aussi et surtout peut-être de l'intégration et de la rétention des gens que l'on cherche à amener chez nous.

C'est une chose de se déraciner – parce que c'est ça, l'émigration, c'est abandonner ses racines pour se transplanter ailleurs –, mais si on va se planter dans une terre infertile, on risque de ne pas pouvoir reprendre où on a laissé et alors on se retrouve encore face à un choix déchirant : rester ou repartir?

Qu'est-ce qui va rendre la terre fertile, en Acadie? Vous voyez, comme je disais tantôt, la réalité change, mais les combats sont encore les mêmes. On n'a pas fini de cultiver!

Pour la faire pousser, il va aussi falloir s'occuper de son développement économique, il va aussi falloir trouver des moyens de développer nos régions de manière à favoriser leur prospérité à long terme, d'une manière organique, qui colle à la réalité régionale, qui parle aux gens qui l'habitent et qui servent d'incitatifs à ceux qui n'y sont pas encore. Il va falloir bâtir sur ce qui est déjà là, il va falloir l'améliorer, que ce soit dans sa forme ou dans les processus qui l'animent, il va falloir, pour utiliser un mot fétiche du gouvernement provincial, il va falloir donner l'opportunité aux régions d'innover.

Il va falloir ramener et alimenter le débat entourant les Grandes idées. La question du pouvoir Acadien entre autres, débat que nous avons stigmatisé depuis l'idée d'une province acadienne. C'est quoi le pouvoir acadien, il se trouve où ? On vise quoi ? On contrôle notre système d'éducation, on vise la pleine municipalisation, mais après ça, est-ce qu'on parle d'autonomie sous une forme ou une autre, une autodétermination sous une forme ou une autre ? C'est quoi le rôle des chambres de commerce, des syndicats, de nos institutions ? On se donne souvent des outils, mais on ne fait rien avec. C'est une question sur laquelle on doit se pencher, réfléchir, proposer et débattre.

On aura aussi besoin de creuser toujours plus la question de l'éducation, des forces, des défis et de l'impact de l'éducation. C'est un des moteurs de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, c'est le premier outil du maintien et du développement de son identité, et sa principale arme dans son combat contre l'assimilation et la revendication de ses droits. Des citoyennes, des citoyens, c'est à l'école qu'on en forme – et jamais le besoin

de citoyens éclairés ne se fait plus sentir qu'à un moment comme celui-ci, où on se trouve à un carrefour et qu'il faut choisir la prochaine voie à suivre. On va aller quelque part, quelque part de nouveau, mais où, et comment? Ça aussi il va falloir y réfléchir.

Ah, pis on n'a pas même commencé à parler de la question juridique, non plus. Avec Michel Doucet qui arrive à l'âge de la retraite, ça va nous prendre toute l'aide qu'on pourra trouver de ce côté-là, soyons francs.

On a besoin d'une compréhension académique de nos enjeux pour y arriver. Nous, sur le terrain au Nouveau-Brunswick, on est au plus près des résultats; et ça nous en prend des résultats pour concrétiser nos actions, mais il faut que notre compréhension arrive à dépasser l'aboutissement des processus si on veut rendre ces processus plus efficaces et ces résultats plus satisfaisants. C'est un rôle qui peut certainement être le vôtre ici. La communauté acadienne d'Ottawa, la petite Acadie de la capitale nationale, gravite déjà autour du milieu académique : vous êtes des intellectuels, des chercheurs, des penseurs, vous êtes une banque d'idées en puissance pour l'Acadie.

Une des idées que la SANB a soumises au gouvernement dans le cadre des consultations prébudgétaires, en décembre dernier, c'est celle de créer un Centre d'excellence pour l'Acadie, qui soit en mesure de développer et de planifier une approche globale, qui sache rassembler les connaissances acquises à travers la recherche dans divers instituts et par divers chercheurs pour améliorer notre compréhension des défis de l'Acadie contemporaine. Moi, écoutez, je suis un éternel optimiste – je ne pense pas que ce serait sain d'approcher autrement le travail qu'on a devant nous – et je vois ici à Ottawa une source formidable d'expertise dans ce sens-là.

Le Centre d'excellence, qu'on voit un peu dans le moule du Harris Centre à L'Université Mémorial, combinerait deux approches, soit la recherche d'une part, et de l'autre la réalisation d'initiatives sur le terrain. D'abord, comprendre, réfléchir, concevoir, puis appliquer, analyser les résultats, puis ajuster au besoin : ça

me semble une formule qui pourrait être gagnante au Nouveau-Brunswick, parce qu'on a un laboratoire exceptionnel, parce qu'on a un contexte, avec la Loi sur les langues officielles, qui nous donne une marge de manœuvre qu'on n'aurait probablement pas ailleurs. Je crois qu'il faut saisir cette opportunité-là et la mettre au service des Acadiennes et des Acadiens, de l'Acadie de demain.

Je vois ce centre-là comme un outil de transition vers une pleine intégration de l'Acadie dans l'économie et la société du savoir. Pour moi, ça fait du sens que la connaissance soit positionnée au cœur du développement, qu'on cherche constamment à faire grandir le savoir pour alimenter la création de politiques publiques et d'initiatives qui seront la clé pour l'avancement de la cause acadienne, de la société acadienne, du développement des régions, de l'éducation, de la santé, du mieux-être, et de bien d'autres encore. On ne pourra jamais viser trop haut : tout dépend de la cible qu'on choisit de se donner. Plus loin sera la cible, plus on devra travailler pour l'atteindre. Mais il ne faut jamais douter de notre capacité à y arriver, pas une seconde.

Il faut aussi qu'on soit capables de communiquer le résultat de ces recherches-là, celles qui sont faites ici, celles qui sont faites ailleurs, sur le thème de l'Acadie. Il faut qu'on cherche toujours à les rendre accessibles à un public aussi large que possible : on ne peut pas seulement prêcher pour sa paroisse. Il faut être en mesure de vulgariser la recherche, de présenter les données d'une manière qui puisse permettre à monsieur madame tout-le-monde d'en retirer quelque chose. C'est une autre chose pour laquelle vous êtes bien outillés, parce que vous comprenez les enjeux plus en profondeur, que vous êtes capables d'en ressortir les éléments principaux et d'en dégager les idées pertinentes à toute situation qui pourrait se présenter.

La vulgarisation des enjeux permet aussi d'avoir un véritable débat public, d'engager la population dans ce débat-là, de permettre aux citoyennes et aux citoyens de participer en plus grand nombre. Évidemment, on peut avoir un débat tout aussi intéressant entre intellectuels, je ne dis pas le contraire et ça va – ça doit – continuer de se faire régulièrement, mais il faut aussi se donner une mission de démocratiser la connaissance.

Une culture du débat public, et je parle d'un débat sain, pas d'engueulades ni de matchs d'insultes, mais d'un débat qui ait fondamentalement l'intérêt de la communauté comme principe de base, permettra aux gens de développer une curiosité pour les enjeux, de constater la manière dont ça les affecte, de vouloir aller plus loin dans leur propre connaissance et dans leur engagement. C'est ça qui va servir de base à la communauté acadienne si elle doit s'impliquer dans son avancement, si elle doit renouveler son engagement envers son progrès en tant que société.

Moi, je vous vois comme des animateurs privilégiés de ce débat public. Aussi comme des modérateurs, comme des participants actifs à travers les forums virtuels, dans les médias, dans le monde académique et dans la sphère politique.

Parce que vous avez un pied sur la Colline, ici à Ottawa : plusieurs d'entre vous connaissez quelqu'un qui travaille à l'intérieur de l'appareil public fédéral.

Certains d'entre vous en font probablement partie. Et si l'avancement de la cause acadienne doit se faire, avoir votre aide pour nous ouvrir quelques portes à Ottawa ne sera certainement pas de refus. Je suis prêt à vous monter une caisse d'Alpine ou une boîte de Dixie Lee n'importe quand si vous êtes prêts à me donner un coup de main. Dans le fond, on peut avoir tous les plus beaux projets, toutes les meilleures initiatives en tête pour faire en sorte de laisser aux prochaines générations une Acadie encore plus forte, encore plus vibrante que celle que nous connaissons, la vérité est qu'il va nous falloir des appuis dans le monde politique pour les concrétiser. Des appuis comme ça, on en aura jamais trop, à Fredericton comme à Ottawa.

Ah oui, et si voulez revenir, qu'est-ce qui vous arrête ? C'est quoi les défis ? Qu'est-ce que vous auriez besoin pour qu'on vous rapatrie ? Ce sont des informations qui valent de l'or ça et qui peuvent nous aider à donner une direction à des initiatives sur le terrain.

Bon, voilà, ça fait à peu près le tour de ce que je voulais partager avec vous aujourd'hui. Évidemment, le fait que vous soyez ici, venus écouter un gars de la Ridge monté dans la capitale pour jaser de l'Acadie, ça me dit que le lien est là, que l'intérêt est là, et moi je suis venu vous dire que la chance est là. La SANB se renouvèle, elle veut se donner les moyens de mieux poursuivre sa mission, elle veut se renouveler et impliquer dans la cause acadienne toute une nouvelle génération d'architectes, de bâtisseurs, de penseurs, de philosophes. Ce qu'on se propose de monter n'est peut-être pas fait en bois et en briques, mais à mes yeux ce n'est pas ça qui doit le rendre moins concret. On veut que vous preniez la place qui vous revient dans ce grand projet qu'on appelle l'Acadie, et qui a besoin de mains autant que d'esprits et de cerveaux, de grandes gueules et de grandes idées pour la protéger, la préserver et la faire grandir.

Et c'est le temps de mettre la main à la pâte. Votre place est là, elle vous attend : je vous invite à la prendre. Parce que personne ne peut mieux la remplir que vous autres pis ben le printemps arrive à grands pas.

Merci!